Appel de 3 nouvelles classes

pour la guerre des colons exploiteurs

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-septième année. - N° 450
HEBDOMADAIRE. - Le N° 20 Frs
JEUDI 27 OCTOBRE 1955

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION: 145, qu. de Valmy, Paris-10e
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES: 52 n°s: 1.000 fr.
26 n°s: 500 fr.; 13 n°s: 250 fr.
AUTRES PAYS: 52 n°s: 1.250 fr
26 n°s: 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Elections en décembre?

Elections de la peur

A première vue, E. Faure semble s'être brusquement décidé à demander les élections en décembre au lieu de juin, à la suite du débat sur l'Algérie qui l'a contraint à poser la question de confiance. Mais son discours de dimanche dernier et la nature politique de ses principaux appuis dans ce domaine (dont Pinay et ses amis) portent à croire que le mauvais coup était préparé depuis longtemps.

Car il s'agit bien d'un mauvais coup contre les masses populaires.

E. Faure veut une Chambre qui dès le début de 56 puisse prendre des responsabilités. C'est vrai mais c'est justement parce qu'il pense qu'une Chambre élue en décembre a de fortes chances pour être réactionnaire, pour être une Chambre qui votera de nouveaux impôts, qui appuiera une politique de force en Afrique du Nord, qui mobilisera de nouvelles classes, qui sera le soutien d'un gouvernement prêt à briser les grèves et les organisations populaires par tous les moyens, y compris le passage ouvert à la dictature militaire du maréchal Juin.

E. Faure n'a pas confiance en la Chambre actuelle, dont les députés sont tenus à la plus grande prudence par l'approche des élections. Il préfère avoir affaire à des élus qui ayant 5 ans devant eux acceptent d'être impopulaires en pensant avoir le temps de se rattraper devant les électeurs. Mais surtout, E. Faure craint que des élections normales, en juin 56, ne donnent une majorité aux partis qui se situent à sa gauche.

E. Faure a peur D'UN FRONT POPULAIRE qui aurait le temps de se constituer avant juin, alors qu'en décembre les forces politiques en seront encore où elles en sont aujourd'hui.

Il y a beaucoup à dire sur le Front Populaire et nous y reviendrons.

Mais force nous est de constater que c'est bien la grande peur de la bourgeoisie, parce qu'elle craint, non pas tellement un Front Populaire des partis de gauche, mais sous cette expression de « Front Populaire » une renaissance générale de la combativité ouvrière, une montée de l'enthousiasme populaire, une reprise de confiance des masses en leur force et une renaissance de leur intérêt pour les problèmes politiques.

E. Faure craint surtout une MONTEE DE LA COLERE ET DE LA VOLONTE OUVRIERE. D'ici juin, les manifestations contre la guerre d'Afrique du Nord se développeront, l'agitation ouvrière peut repartir en de puissantes vagues de grèves. Et cela ne manquerait pas non seulement de modifier l'allure des élections, mais de poser le problème du régime, le problème révolutionnaire.

*

Il se peut qu'E. Faure soit battu, que la date des élections soit maintenue en juin ou avancée seulement en mai. Mais ce qui est certain, c'est qu'il commet une grosse erreur s'il pense que les élections en décembre seront une solution.

L'agitation continuera, de « bonnes » élections en décembre selon le vœu de la bourgeoisie ne résoudront rien, l'opposition populaire aux mesures de guerre se développera, la renaissance d'une prise de conscience politique de la classe ouvrière se poursuivra.

Le mauvais coup d'Edgar Faure pourra retarder l'échéance mais il ne modifiera pas le cours de l'Histoire qui passe par l'écroulement de la bourgeoisie française.

LIB

La semaine prochaine :
« LA F.C.L. ET LE FRONT POPULAIRE » par G. Fontenis

Le débat sur l'Algérie

Explications de vote et pantomime parlementaire

LORS du vote sur la question de confiance posée au cours du débat sur la politique algérienne du gouvernement, Edgar Faure a obtenu la majorité.

Il s'agissait de « maintenir l'ordre » ; un grand nombre de suffrages d'ultra-colonialistes lui étaient assurés.

Les partis de gauche : communistes, socialistes, progressistes, ont voté contre; ils ont bien fait.

La semaine précédente, un débat sur la politique marocaine avait eu lieu. Edgar Faure présentait un plan de pseudo-négociations (Conseil du Trône) et de soi-disant réformes.

Les « ultra-colonialistes » votèrent contre.

Les partis de la gauche réformiste, cette fois-là, votèrent pour. S'ils avaient voté contre, il est probable que le gouvernement Faure serait tombé.

Une explication de vote dans le genre de celle-ci ne nous semble pas satisfaisante du tout.

L'adoption de l'ordre du jour socialiste n'implique nullement la confiance au gouvernement. Les communistes l'ont souligné avec force à maintes reprises. Les socialistes l'ont dit également. En revanche, la preuve a été faite qu'une majorité importante s'est prononcée en faveur de la politique de négociation avec les représentants qualifiés du peuple marocain.
(« Humanité », 10-10-55.)

Est-il nécessaire, pour administrer une preuve que personne dans la classe ouvrière ne conteste, d'assurer la survie d'un gouvernement en qui on affirme avec force n'avoir aucune confiance ?...

...d'un gouvernement dont on sait par avance qu'il n'appliquera pas les décisions de l'Assemblée ?

... d'un gouvernement qui envoie ses C.R.S. contre les travailleurs en grève, qui a tué l'ouvrier maçon Jean Rigollet, qui assassine tous les jours les jeunes du contingent ?

... d'un gouvernement dont on connaît les projets de répression accrue en Algérie, et que l'on sait devoir renverser à ce propos — sans être certain d'y parvenir — la semaine suivante ?

Un député ouvrier ne doit pas rentrer dans le jeu parlementariste de la classe bourgeoise. Il sait que ses interlocuteurs sont de mauvaise foi, qu'il n'y a pas de solution dans les compromis parlementaires, qu'il doit s'appuyer sur l'action directe des travailleurs.

Michel HULOT.

APRÈS LES ÉLECTIONS SARROISES

Echec de l'impérialisme français

L'UNITE du bloc européen occidental vient de subir un rude choc : le statut européen proposé pour la Sarre a été repoussé dimanche par une écrasante majorité : 412.155 NON contre 197.066 OUI.

Quoi d'étonnant ? le peuple sarrois est indiscutablement un peuple allemand : il est donc tout à fait normal qu'il veuille son rattachement à l'Allemagne.

Ne jugeons pas la campagne ultra-chauvine menée par les partis nationalistes sarrois : le climat favorable au chauvinisme que ces partis ont rencontré n'est-il pas dû avant tout à l'occupation étrangère française?

Maintenant, comme pour tous les pays qui ont reconquis leur indépendance, le problème de lutte de classe se posera différemment. Les travailleurs sarrois reconnaîtront aussi bientôt leurs exploiteurs dans les dirigeants et bailleurs de fonds des partis nationalistes et ces derniers auront tôt fait de voir baisser considérablement leur influence.

Sur le plan de la lutte entre impérialismes allemand et français, ce dernier vient de recevoir un nouveau coup terrible : la perte de l'industrie sarroise signifie pour lui une nouvelle décadence.

La crise capitaliste qui va se développer en France comme conséquence de la perte, pour l'impérialisme français, de l'industrie sarroise, créera une situation favorable aux victoires de la classe ouvrière : aux militants ouvriers d'en profiter !

MOREAU.

Le Comité

PIERRE MORAIN

- **Pour que le régime politique soit reconnu à P. Morain,**
- **Pour la révision du procès Morain,**
- **Pour la libération de notre camarade,**

AIDEZ LE COMITE MORAIN !

JEAN CASSOU, CLAUDE BOURDET, MESSALI HADJ, Y. DECHEZELLES, D. GUERIN, J. DANOS, A. ROBIN, aux côtés du M.L.A., de la F.C.L., des sections du Secours Populaire, les Comités de Défense Sociale et d'Entr'aide vous demandent d'agir.

Partout, affichez « Libérez Pierre Morain ».

Dans vos syndicats, vos groupements divers, faites voter des protestations contre le jugement inique qui condamne P. Morain à un an de prison, et adressez-nous ces protestations que nous grouperons et ferons parvenir aux autorités judiciaires.

Demandez-nous la brochure « P. Morain en prison » que vous diffuserez autour de vous, au bénéfice de notre camarade.

Adhérez au Comité P. Morain !

Souscrivez pour que notre campagne puisse se développer.

Le Comité P. Morain.

Adhésions :
Comité P. Morain, 145, quai de Valmy, Paris-10e.

Lire en page 2 :
Lettre de MESSALI HADJ.

ATTENTION !
En raison des congés de la Toussaint, le prochain « Libertaire » paraîtra le VENDREDI 4.

LES MANIFESTATIONS DES RAPPELES CONTRE LEUR ENVOI EN AFRIQUE DU NORD ONT CONTINUE A TRAVERS TOUTE LA FRANCE...

● à Valence

La plus marquante a été celle du 17 octobre à Bourg-les-Valence et à Valence.

400 rappelés prirent le train à destination du port d'embarquement pour l'Algérie, à 14 heures, à Bourg-les-Valence. Sur les quais de la gare, les familles et les mères qui étaient venues manifestèrent, en commun avec les jeunes, leur opposition acharnée à la guerre d'Afrique du Nord, faite au profit des gros colons, contre l'intérêt des travailleurs algériens et français.

Le train démarra enfin, mais sous le tunnel qui se trouve entre les gares de Bourg-les-Valence et Valence, le signal d'alarme fut tiré. Le train s'arrêta, les jeunes descendirent et se répandirent dans les rues de Valence en lançant des mots d'ordre contre les colonialistes et la guerre.

Une bagarre éclata entre les gendarmes qui tentaient de ramener les soldats, ceux-ci et les civils qui manifestèrent contre la guerre d'Afrique du Nord.

Rassemblés à nouveau, les jeunes tirèrent une nouvelle fois le signal. Celui-ci fut finalement supprimé par les gardes-chiourmes et le train partit... mais après plus de 4 heures d'arrêt ! Et VINGT JEUNES manquaient à l'appel !

● à Saint-Etienne

Plusieurs centaines de rappelés, qui étaient à la caserne Richemond, à Montluçon (Allier) ont été embarqués pour l'A.F.N. dans une petite gare secondaire.

Lors du passage du train à Saint-Etienne (la gare était bourrée de policiers), les jeunes réclamèrent « la quille » et manifestèrent contre la guerre d'A.F.N. Puis, allant en masse au buffet, ils retardèrent le départ de leur train.

● à Vannes

De nombreux rappelés ont violemment manifesté contre leur envoi en A.F.N. Des grilles ont été enfoncées.

● à Marseille

Cent rappelés ont manifesté devant le bureau du colonel du camp de Ste-Marthe pour protester contre leur rappel et leur départ prochain pour l'A.F.N.

... ET LE GOUVERNEMENT PARLE DE RAPPELER TROIS NOUVELLES CLASSES !

● En Algérie, c'est la guerre !

Au cours du Conseil des Ministres du vendredi 21 octobre, Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, a donné les conclusions qu'il a tirées de son « inspection » en Algérie.

Les « quelques centaines de hors-la-loi » qui constituent « officiellement » les forces de la Résistance algérienne et qui sont « détruits » chaque jour par la presse bourgeoise, M. Bourgès-Maunoury n'a pas pu cacher qu'ils sont en réalité des dizaines de mille et qu'ils infligent journellement des défaites terribles aux forces occupantes de l'impérialisme français.

Bien qu' « officiellement » ce ne soit pas la guerre en Algérie, comment appelle-t-on une bataille dans laquelle le gouvernement reconnaît avoir engagé 125.000 hommes (qui sont en réalité plus de 200.000) et pour laquelle il demande 60.000 hommes de plus?

● 60.000 hommes de plus !

Car Bourgès-Maunoury a déclaré qu'il fallait D'URGENCE 60.000 hommes de plus en Algérie ! Et, comme il en faut aussi de nouveaux au Maroc et en Tunisie, ces nouveaux soldats ne peuvent être trouvés qu'en rappelant 3 NOUVELLES CLASSES.

Le gouvernement hésite à procéder à ces nouveaux rappels, car il sait que le MECONTENTEMENT VA REDOUBLER.

Il sait que PAS UN SEUL JEUNE ne veut mourir pour protéger les vignes de l'exploiteur Borgeaud et consorts, seul but réel de la guerre d'Algérie.

Pas un jeune pour la guerre d'A.F.N. !

La F.C.L., devant ces mesures gouvernementales extrêmement graves, lance une nouvelle fois UN APPEL A L'ACTION.

Les multiples manifestations, où, à chaque fois, soldats et civils se sont retrouvés AU COUDE A COUDE, unis fraternellement dans la lutte, contre la guerre d'A.F.N., montrent que la situation est mûre pour déclancher un MOUVEMENT GENERAL qui contraindra le gouvernement à capituler et à faire la PAIX en Afrique du Nord, reconnaissant le droit légitime des peuples nord-africains à disposer d'eux-mêmes.

Sinon, comme en Indochine, ce sera une bataille chaque jour plus meurtrière, tant pour les Algériens que pour les Français.

Mais si en Indochine, du côté colonialiste, c'étaient des mercenaires du capitalisme qui étaient liquidés, en Algérie il n'en est pas de même. Certes, à chaque fois qu'un C.R.S. ou un gendarme disparaît, c'est un de moins que les travailleurs français auront devant eux au moment des grèves. MAIS, CE QUE NOUS NE POUVONS ACCEPTER, C'EST QUE DES JEUNES TRAVAILLEURS, MANUELS ET INTELLECTUELS, TOMBENT EN A. F.N. POUR UNE CAUSE QUI NON SEULEMENT N'EST PAS LA LEUR, MAIS QUI EST OPPOSEE A LA LEUR, PUISQU'ILS FONT LA GUERRE POUR LE PROFIT DU CAPITALISME, LEUR ENNEMI DE CLASSE.

Depuis le mois de novembre dernier, moment où nous avons commencé à lancer le mot d'ordre « Pas un jeune du contingent pour la guerre d'Afrique du Nord ! », un chemin immense a été parcouru, la prise de conscience des travailleurs a été considérable.

Des événements comme ceux de Rouen sonnent le glas du capitalisme. A nous, par notre action inlassable, toujours à l'avant-garde, d'entraîner la classe ouvrière à la victoire !

P. PHILIPPE.

Solidarité Révolutionnaire

SEMAINE DU 17 AU 22 OCTOBRE

Philippe, 250; Alfort, 30; Ménil, 80; X., 400; J. C., 1.000; André, 1.000; Violet, 5.000; Rivière, 5.000; Marie, 500; Perry, 1.000; Leveuf, 500; Gendraud, 1.000; Rémy, 500; Fournial, 500; S. P., 1.000; Jean-Pierre, 500; Un militant, 1.000; pour Morain, 2.000; Dumas, 500; Van Heck, 600; Dauphant, 500; Ducerf, 200; Belleville, 30; Garestier, 500; Daubert, 5.000; Gest, 300; Paris 19e, 1.356; 2 sympathisants, 500.

Total 20e liste 30.746
Total général 517.432

MOUVEMENT DE LUTTE ANTICOLONIALISTE

Toute correspondance à :
M. MULOT, 36, rue de Normandie - Maisons-Alfort (Seine)

Cher Camarade,

Nous t'informons qu'une Assemblée Générale des adhérents et sympathisants du M.L.A. de la Région Parisienne aura lieu le :

VENDREDI 4 NOVEMBRE

A 21 HEURES

A « LA GAITE », 135, RUE DAMREMONT

Métro : Porte de Clignancourt et Joffrin - Bus : 95, desc. à Championnet

ORDRE DU JOUR PROPOSE

1. Informations du Bureau provisoire sur l'activité générale du Mouvement.
2. Discussion sur la situation générale du colonialisme et de la lutte anticolonialiste.
3. Action future.
4. Désignation d'un Bureau définitif.

TRAVAILLEURS AU COMBAT

HAGONDAGE

La grève, avec manifestations de rue, se poursuit à la S.A.F.E. pour l'augmentation des salaires et la réintégration de 12 travailleurs licenciés.

STAINS

Les travailleurs de la S.C.M.S. ont débrayé dans l'unité la plus totale pour une augmentation de 30 francs de l'heure, 3 semaines de congés payés, 20.000 frs de prime.

LEVALLOIS

A la S.F.R., au département matériel, débrayage de 3 h. 30 contre un tract type « Jean-Paul David, Paix et Liberté ». Une preuve de plus que les ouvriers ne se laisseront pas injurier.

VITRY

Les travailleurs des « Isolants » ont débrayé pour protester contre les cadences infernales qui viennent de faire une nouvelle victime : *une jeune ouvrière a eu la main broyée par une presse.*

ASNIERES

A la Thomson, où se poursuivent les grèves tournantes, la Direction a envoyé des lettres individuelles. Les travailleurs n'admettent pas ces procédés : ils ont débrayé une heure pour protester.

ISSY-LES-MOULINEAUX

A la C.L.R., filiale Thomson, les travailleurs sont en lutte depuis plus de 5 semaines, pour l'augmentation des salaires.

TEIL

Les Métallos sont en grève pour 20 francs d'augmentation horaire.

ROMANS

Chez Sirius, sixième semaine de grève.

CHOLET

A la S.A.C.M., près deux mois de lutte, les métallurgistes ont obtenu une augmentation de 20 francs de l'heure, et de 4.000 francs pour les mensuels, ainsi que le paiement d'un jour férié supplémentaire.

BREST

Après 37 jours de grève, les traminots ont obtenu une augmentation de 8 %.

DUNKERQUE

Les caréneurs d'Enin obtiennent de 18 à 28 francs d'augmentation horaire.

MAISONS-ALFORT

Les employés des Biscuits Brun-Pâtes la Lune obtiennent après trois jours de grève, une augmentation de 5 à 10 francs de l'heure, les ouvriers de 7 à 11 francs.

*

Bel exemple de solidarité : la grève contre les cadences infernales lors de l'accident de la jeune ouvrière de Vitry.

« Un ouvrier français meurt toutes les heures, un ouvrier est mutilé toutes les 3 minutes. Un autre est blessé avec arrêt de travail toutes les neuf secondes, enfin 2 autres sont blessés avec soins à l'infirmerie toutes les secondes... »

(*Journal Officiel* du 18 mars 52.)

Bilan de la productivité en régime capitaliste !...

Adieu à Bernard Grasset

par Daniel Guérin

C'est un usage chez les bourgeois de verser des larmes de crocodile sur ceux d'entre eux qui passent de vie à trépas et d'y aller de leur petite oraison funèbre. Dans ces hypocrites exercices de rhétorique, le défunt coule à travers une sorte de filtre qui ne laisse passer que des vertus. A peine Bernard Grasset venait-il de casser sa sale pipe que la Radiodiffusion nationale s'empressait de donner le « la » et le qualifiait de « grand » éditeur. Mais sait-on à quel point il a fallu décanter le bonhomme pour en tirer l'image idéalisée et mensongère qu'exigent les « convenances » bourgeoises ?

Nous qui ne croyons pas à ces simagrées, nous nous sentons parfaitement libres de dire d'un homme, au lendemain de sa mort, tout ce que nous en pensions de son vivant. Et, dans le cas particulier de Bernard Grasset, nous éprouvons très vivement le besoin de citer quelques lettres écrites par le disparu à l'heure où la botte hitlérienne écrasait les hommes libres.

Ces lettres datent de juillet et d'août 1940. La France venait d'être occupée et la dictature de Pétain commençait sa sinistre carrière. Bernard Grasset, le « grand éditeur » piaffait, lui, de joie et d'impatience. Il sollicitait le double agrément du gouvernement de Vichy et de l'autorité allemande à sa désignation comme « Führer » de l'Edition française. Et comme il ne perdait nullement de vue ses intérêts personnels, il voyait dans cette promotion le moyen pour sa propre maison d'édition « **de repartir vraiment et puissamment dans les circonstances nouvelles** ».

Et, pour convaincre l'occupant qu'il était digne du poste convoité, il écrivait à l'écrivain allemand Frédéric Sieburg : « **J'ai de l'autorité un sentiment très voisin de celui qui inspire les actes de votre gouvernement... En particulier j'ai le même mépris pour ce régime de désordre qui a conduit la France à l'abîme.** » A l'écrivain collaborateur Alphonse de Chateaubriant, il confiait : « **Nous sommes maintenant sous un régime d'autorité, d'ailleurs bien nécessaire à la France.** » Et au représentant parisien de sa maison d'édition : « **Je crois... que je pourrai m'exprimer personnellement sur certains êtres, sur certaines choses, que j'ai toujours méprisés, d'une façon beaucoup plus libre que je ne l'aurais pu sous ce régime de « combines » qui nous a conduits au désastre.** »

Et il ajoutait : « **Tout ce que condamne l'Allemagne, je le condamnais depuis longtemps.** » Sur de nombreux points, il disait partager beaucoup des sentiments des occupants. Ainsi : « **Les occupants sont essentiellement racistes. J'ai une très nette tendance à l'être** ». Et il se targuait d'un blason personnel sans tache : « **Vous savez,** écrivait-il à Alphonse de Chateaubriant, **que je suis un Français authentique, sans nul de ces alliages malsains que l'Allemagne condamne à juste titre... Si haut que l'on remonte dans les deux branches (paternelle et maternelle), on ne peut trouver un Juif ou une Juive. La chose est peut-être utile à préciser.** »

Ces lettres ont été intégralement publiées en 1945, dans la revue **La France Intérieure.** A la Libération, leur auteur fut incarcéré et sa maison placée sous séquestre. Mais de puissants appuis (ceux, entre autres, du socialiste Christian Pineau, beau-fils de Jean Giraudoux) lui valurent de recouvrer la liberté, de bénéficier d'un non-lieu, et de récupérer sa maison d'édition. A cette occasion, un seul de ses employés refusa de signer une adresse de félicitations qui circula parmi le personnel : il fut aussitôt flanqué à la porte et n'a jamais pu, depuis, retrouver un emploi dans l'Edition française.

Aucun plumitif de la presse bourgeoise n'aura certes, aujourd'hui, le « mauvais goût » de profaner la tombe de Bernard Grasset en exhumant les lettres de 1940. Personne ne violera les sacro-saintes « convenances » de la « bonne société » dont le « grand » éditeur faisait partie.

Personne, sauf nous, qui avons déclaré la guerre à cette société.

Des Correspondants du LIBERTAIRE

Comment se mène la lutte...

A l'énergie atomique, lundi 17, grève d'une heure dans les centres d'études nucléaires.

L'ETAT peut payer les chercheurs, il lui suffira de réduire les budgets de guerre.

Les travailleurs scientifiques exigent que les promesses d'augmentation soient tenues. Ce n'est pas la présence d'un garde-chiourme relevant les noms de ceux qui interviennent dans la discussion à l'Assemblée Générale du personnel qui les intimidera.

(Correspondant.)

A la S. N. C. F. la direction menace...

LE gouvernement et la direction de la S.N.C.F. veulent nous faire payer cher les grèves des 20 et 23 septembre 1955.

Dans tous les services de la S.N.C.F. pleuvent les blâmes avec inscriptions aux dossiers, retenues de primes de fin d'année et retenues de primes de productivité.

Voici un exemple d'un blâme du service Exploitation :

NOTIFICATION DE SANCTION :

Région Nord, Service Exploitation, Arrondissement 1er, Etablissement Paris-Nord.
Nom, Prénoms :
Grade :
N° Caisse de Prévoyance :
Ex Ng 4e A N° : blâme du chef de service avec réduction du 1/24 de prime en fin d'année 1956.

N'a pas assuré son service le .. septembre 1955 de .... heure à .... heure.

Subira une retenue de solde et indemnités de une journée.

Supportera, en outre, sur les éléments fixes de sa rémunération comptant pour la retraite et pour la période considérée une retenue supplémentaire de 12 % correspondant aux charges qui incombent normalement à la S.N.C.F. Paris le ..... 1955.

Le chef de service de l'Exploitation. Par l'intermédiaire de M. le chef de l'arrondissement de l'Exploitation à Paris-Nord. ..

Signature : illisible.

La grève des chauffeurs de taxi

LE vendredi 21 a eu lieu une grève de 24 heures des chauffeurs de taxi, petits propriétaires et salariés de la région parisienne. Ces derniers manifestaient pour un salaire de base à 400 francs le jour, et 600 francs la nuit.

Quant aux premiers qui sont environ 6.000, ils revendiquaient d'être reconnus comme « travailleurs indépendants » et non comme « artisans », et ainsi de pouvoir s'affilier à la Sécurité Sociale.

Ils protestaient contre les poursuites de la caisse artisanale qui les menace de saisie pour n'avoir pas payé leurs cotisations à cette caisse.

Le mouvement s'est effectué dans l'unité.

Camarades, nous devons mener la lutte **jusqu'au bout.**

En avant pour de nouveaux mouvements !

(Correspondant.)

Un travailleur algérien écrit au « Libertaire » :

« COMME A ORADOUR ! »

ONZE notables du Douar Aït Azine ont été assassinés par les forces colonialistes.

Ben Ali Cherif qui est le grand seigneur féodal de la région de Bougie et la main droite du gouvernement colonialiste français, ainsi que Mesbah, élu à l'Assemblée algérienne sur la liste « indépendante » (administrative) (soutenu pendant la campagne électorale à Guendouz par ces onze), attendront en vain que ceux-ci viennent leur souhaiter la prochaine fête d'El Mouloud.

Ces onze notables, amis des deux précédents, n'avaient pas d'activités politiques. Ils dirigeaient les deux Medersa (écoles primaires arabes) et étaient commerçants, propriétaires ou artisans.

Pourquoi ont-ils été tués ? Il y a quelques jours, les partisans avaient exécuté le garde champêtre, le Khodja et un gardien d'école. De plus, ils avaient fait sauter deux bulldozers utilisés au nivellement des routes pour transporter les forces armées à travers les Djebels (régions montagneuses).

En mesure de représailles, l'administrateur de lc oommune mixte d'Akbou ordonne au commandant d'encercler le village à 1 heure du matin. Vers 4 h. 30, les perquisitions commencent, les militaires, les gendarmes, les C.R.S. brisent les jarres d'huile, la vaisselle, volent les bijoux, l'argent et tout ce qui a une valeur précieuse, versent les granges de céréales, maison après maison, bousculent les femmes, les enfants, les vieillards.

Mais tout cela ne suffit pas à l'administrateur sanguinaire. Pour bien se satisfaire, il faut qu'il crée un Oradour dans ce douar. Les soldats choisissent 11 notables et ils les fusillent devant les yeux de toute la population.

Nous, travailleurs algériens, nous disons aux masses laborieuses françaises, en particulier à ceux qui sont rappelés, que la répression consiste à massacrer sommairement des gens innocents, honnêtes, qui ont subi et subissent encore les conséquences de l'impérialisme, c'est-à-dire la terreur, la misère et l'exploitation, comme les avaient subis le peuple de France et notre peuple à ses côtés pendant l'occupation nazie.

C'est contre ces gens-là que votre gouvernement vous conduit à combattre pour maintenir la présence de Borgeaud, Blachette, des trusts de St-Gobain, les seigneurs de la vigne et de l'alfa.

Ne vous laissez donc pas conduire comme des moutons pour asssasiner un peuple qui lutte contre le colonialisme.

Pour notre part nous préférons offrir des difas (invitation familiale) aux camarades français plutôt que des balles meurtrières.

AKLI

(travailleur algérien en France.)

CHEZ LES BARBARES

LES faits que nous relatons se sont déroulés en France, dans la Région Parisienne, en 1955 — en cette belle époque où le travail est régi par une législation spéciale, où sévit la rationalisation du travail, en un régime où les travailleurs sont dignifiés et honorés comme ils le méritent, à telles enseignes qu'un académicien (Jules Romains pour ne pas le nommer) a pu s'extasier non sans envie, sur les facilités de vie des prolétaires.

A Paris même, dans les beaux quartiers, avenue Montaigne, un échafaudage se disloque : deux ouvriers maçons, ayant dépassé de loin l'âge où l'on devrait déjà jouir d'une retraite décente, et un apprenti nord-africain, s'écrasent au sol. Aucun n'a survécu. Constatations faites, l'assemblage de poutres et de planches, scellées dans du plâtre, et reliées par une corde à la cheminée de l'édifice en réfection, n'avait de l'échafaudage que l'apparence et le nom.

A Clamart, trois terrassiers sont enterrés vivants à 7 mètres de profondeur, dans une tranchée d'égoût, à la suite d'un éboulement : six autres ouvriers avaient pu se sauver. Les trois hommes, enfouis dans la glaise, n'ont pu être dégagés, par le concours combiné des pompiers, de spécialistes des mines et de leurs camarades de travail, que onze heures après la satastrophe, le seul qui survivait encore a succombé à l'hôpital.

Constatations faites, l'horrible accident est dû à l'insuffisance du coffrage de la tranchée de la galerie : madriers d'étai espacés de 1 m 50, alors que l'état du terrain commandait des intervalles de 0 m 50; d'autre part, pas de ceintures horizontales pour soutenir cette boiserie déjà défectueuse.

Ces faits — est-il besoin de le souligner ? — ne sont pas uniques.

Ce serait indulgence coupable que d'y voir seulement les conséquences malheureuses d'une coupable négligence; ils sont le résultat d'un calcul criminel. Les chefs d'entreprise, pour enlever les affaires à leurs concurrents, pour augmenter leurs bénéfices, N'HESITENT PAS A SACRIFIER LES DEPENSES QU'EXIGERAIT LA SECURITE DU PERSONNEL.

C'est délibérément, par cupidité, pour tirer le profit maximum, qu'ils exposent leurs ouvriers aux risques des accidents les plus terribles. La rationalisation n'est appliquée que si elle sert leurs intérêts et la législation est lettre morte.

Une telle mentalité est le juste produit du régime capitaliste, où une minorité de possédants et de riches s'arroge le titre d'hommes, et ravale la majorité à un stade intermédiaire entre eux et les bêtes.

Encore, plus que de celui des prolétaires, esclaves anonymes et interchangeables, matière facilement renouvelable qu'on peut soumettre à tous traitements, pâture à machines, à canons, à accidents, s'inquiètent-ils du sort de leurs chiens, chats ou chevaux !

NINO SANTI.

En Algérie,

la lutte se développe

LES attentats, les embuscades, les attaques de convois et de cantonnements des forces de répression se multiplient dans toute l'Algérie.

En grande Kabylie, un convoi militaire est tombé dans une embuscade, les partisans se sont ensuite réfugiés dans la montagne.

A Oran, sept bombes ont éclaté à l'Hôtel de Ville, au service de l'Intendance, au siège du journal colonialiste *l'Echo d'Oran* et au domicile d'auxiliaires de la police. Dans la région oranaise, deux postes militaires ont été attaqués.

Dans les régions d'El Hauser, El Milia et Collo, il y a eu plusieurs soldats tués et blessés au cours d'attaques de convois.

Dans la région de Blida, une patrouille militaire a été attaquée à la grenade par un groupe de partisans algériens.

A Constantine, un vaste ratissage a eu lieu avec un imposant déploiement de C.R.S. et de soldats qui ont cerné les quartiers arabes.

En Tunisie, à Redeyef, une mine a été attaquée en force par des fellaghas munis d'armes automatiques qui ont pu tenir en respect les forces de répression.

A la frontière algéro-tunisienne, à Tamerza, les forces de répression utilisent l'aviation contre les groupes armés d'Algériens et de Tunisiens qui ont assuré la jonction.

Partout les forces de répression, malgré leurs avions, leurs blindés, leurs mitrailleuses, malgré les massacres collectifs et les exécutions sommaires, sont impuissantes à vaincre le soulèvement du peuple algérien.

Au Maroc,

les combats s'étendent

LE triangle Boured-Aknoul-Tizi-Ouzli est entièrement tenu par les Marocains et les troupes ne contrôlent que difficilement les pitons montagneux des environs.

La zone Khenifra-Oued-Zem est occupée par un maquis.

Le secteur Berkane-Taforalt-Martinfrey est contrôlé par des commandos de partisans.

Les désertions se multiplient parmi les goumiers. A Immouzer de Marmouchas, une cinquantaine de goumiers marocains sont passés du côté des résistants avec 300 fusils.

Près d'Amar-Amadou, deux soldats français (chiffre officiel !) ont été blessés au cours d'un combat. Les opérations de ratissage sont rendues très difficiles par le brouillard et la pluie; les montagnards marocains réussissent toujours à se dissimuler dans les défilés rocheux pour échapper aux forces de répression.

Pendant ce temps, les négociations entre le « Conseil des Gardiens du Trône » et le gouvernement piétinent toujours : la constitution d'un gouvernement marocain par Benslimane apparaît très difficile, car l'Istiqlal refuse toujours de reconnaître le Conseil du Trône.

Les colonialistes français cherchent en vain à faire aboutir un accord trompe-l'œil comme en Tunisie, malgré l'utilisation de notables et de « nationalistes » modérés tout dévoués à l'Administration, malgré les marchandages avec les deux « sultans » Arafa et Ben Youssef.

Même si un compromis « à la tunisienne » est conclu, on peut s'attendre à voir le peuple marocain continuer la lutte, comme le font les Tunisiens.

Toutes les négociations, tous les marchandages cherchant à maintenir les intérêts colonialistes ne peuvent éviter l'écrasement du colonialisme et l'émancipation des peuples coloniaux.

MESSALI HADJ

nous écrit :

Angoulême, le 15 octobre 1955.

Au Bureau National de la F.C.L.

Cher Camarade,

J'ai le plaisir de vous écrire pour saluer tous les camarades de votre Bureau et tous vos militants. Quoique éloigné de la lutte active que poursuit le Mouvement National Algérien et la classe ouvrière française dans ses différentes organisations, je suis malgré tout avec un vif intérêt toutes leurs activités.

De tout cela, il ressort que l'histoire continue sa marche en avant et entraîne dans son sillage des hommes de différentes races, de couleur et de religion dans un cycle nouveau pour la liberté.

En France, le peuple français de plus en plus se dégage de la propagande officielle et prend fait et cause pour les peuples colonisés.

Certes, il y a longtemps que ce rapprochement s'effectue, mais il faut reconnaître qu'il prend des formes précises dans ce combat pour la liberté.

Le camarade Pierre Morain que je salue fraternellement et qui vient d'être condamné d'une manière scandaleuse pour avoir fraternisé avec les travailleurs nord-africains, marque précisément cette étape de la compréhension et de la solidarité de tous les travailleurs.

C'est là un exemple qui a profondément touché le M.N.A. et tous les Nord-Africains travaillant en France...

...D'ores et déjà tous les démocrates doivent s'unir et protester énergiquement contre la condamnation de Pierre Morain, condamnation qui est une atteinte grave à la liberté d'expression et d'association.

J'estime pour ma part que le cas Morain aurait dû soulever au sein du peuple français plus de protestations et une réaction plus grande contre le colonialisme.

Bien que victime permanente du colonialisme, j'ai été toujours à côté de ceux que la répression a frappés.

Recevez, cher camarade, mes salutations.

MESSALI HADJ

(Résidence forcée à Angoulême.)

Le Directeur-Gérant : G. FONTENIS.
SOFRIM. 17, rue Clignancourt, Paris-18e

Jeunes, exprimez votre opinion !

VOICI UN EXTRAIT de l'article de « Jeune Révolutionnaire » du mois d'octobre (n° 15) consacré au problème de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse :

... « Jeune Révolutionnaire » *s'est donc fixé une tâche capitale lorsqu'il a écrit sur sa couverture : « POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE ».*

La nouvelle année de travail qui commence doit concrétiser dans les faits cette phrase qui n'est encore qu'un désir.

C'est pour cela que nous demandons à tous les jeunes, à tous les groupes de jeunes qui sont persuadés de la nécessité d'une ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE, de participer à « Jeune Révolutionnaire » et en particulier, d'y exprimer leur opinion sur :

Le problème de la constitution de l'organisation révolutionnaire de la Jeunesse

*

Abonnements à « Jeune Révolutionnaire » : 145, quai de Valmy, Paris (10e).

normal : 1 an : 200 frs — 6 mois : 100 frs.
de soutien : 1 an : 500 frs — 6 mois : 250 frs.
C.C.P. Jeune Révolutionnaire 11-772-56 Paris.